

**Art. 10.** Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour suivant sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 11.** Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 février 1995.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,  
Mme M. DE GALAN

**Art. 10.** Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van een termijn van tien dagen die ingaat de dag na zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 11.** Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 februari 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,  
Mevr. M. DE GALAN

F. 95 — 888 (94 — 3368)

**21 NOVEMBRE 1994.** — Arrêté royal modifiant l'article 12 de l'arrêté royal du 10 janvier 1969 déterminant les sanctions administratives applicables aux bénéficiaires du régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité. — Errata

Au *Moniteur belge* du 29 décembre 1994, dans le texte français :

— p. 32343, à l'article 1er, il y a lieu de lire « soins de santé » au lieu de « sons de santé ».

— p. 32343, à l'article 3, il y a lieu de lire « Ministre des Affaires sociales » au lieu de « Minsitre des Affaires sociales ».

— p. 32343, au contreséing du Ministre proposant, il y a lieu de lire « le Ministre des Affaires sociales » au lieu de « la Ministre de Affaires sociales ».

N. 95 — 888 (94 — 3368)

**21 NOVEMBER 1994.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het artikel 12 van het koninklijk besluit van 10 januari 1969 tot vaststelling van de administratieve sancties die toepasselijk zijn op de rechthebbenden van de regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering. — Errata

In het *Belgisch Staatsblad* van 29 december 1994, in de Franse tekst :

— blz. 32343, in artikel 1, dient te worden gelezen « soins de santé » in plaats van « sons de santé ».

— blz. 32343, in artikel 3, dient te worden gelezen « Ministre des Affaires sociales » in plaats van « Minsitre des Affaires sociales »;

— blz. 32343, aan de mede-ondertekening van de Minister op wiens voordracht het besluit genomen wordt, dient te worden gelezen « le Ministre des Affaires sociales » in plaats van « la Ministre de Affaires sociales ».

F. 95 — 889 (95 — 164)

**9 JANVIER 1995.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 2 septembre 1980 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité intervient dans le coût des spécialités pharmaceutiques et produits assimilés. — Errata

Au *Moniteur belge* du 27 janvier 1995 :

— page 1927, à la spécialité « Neomycine Diamant », reprise à l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, lire critère « B-116 » au lieu de « A-116 »;

— page 1932, à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> — sous 2), lire : « RHEOMA-CRODEX 10 % + NaCl 0,9 % (RX1) Intraflex » au lieu de « MACRODEX 10 % + NaCl 0,9 % (RX1) Intraflex » et « RHEOMA-CRODEX 10 % + Glucose 5 % (RX2) Intraflex » au lieu de « MACRODEX 10 % + GLUCOSE 5 % (RX2) Intraflex ».

Au *Moniteur belge* du 31 janvier 1995 :

— page 2095, à la spécialité « BEROTEC Boehringer Ingelheim », reprise à l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, lire : « \* pr. aérosol 200 dos. 200 mcg/dos. » au lieu de « \* pr. aérosol 300 dos. 200 mcg/dos. » et « \*\* pr. aérosol 200 dos. 200 mcg/dos. » au lieu de « \*\* pr. aérosol 300 dos. 200 mcg/dos. ».

N. 95 — 889 (95 — 164)

**9 JANUARI 1995.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 september 1980 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering tegemoetkomt in de kosten van de farmaceutische specialiteiten en daarmee gelijkgestelde produkten. — Errata

In het *Belgisch Staatsblad* van 27 januari 1995 :

— blz. 1927, van de specialiteit « Neomycine Diamant », opgenomen onder artikel 1, 1<sup>o</sup>, criterium « B-116 » in plaats van « A-116 » lezen;

— blz. 1932, onder artikel 1, 2<sup>o</sup> — sub 2), lezen : « RHEOMA-CRODEX 10 % + NaCl 0,9 % (RX1) Intraflex » in plaats van « MACRODEX 10 % + NaCl 0,9 % (RX1) Intraflex » en « RHEOMA-CRODEX 10 % + Glucose 5 % (RX2) Intraflex » in plaats van « MACRODEX 10 % + GLUCOSE 5 % (RX2) Intraflex ».

In het *Belgisch Staatsblad* van 31 januari 1995 :

— blz. 2095, van de specialiteit « BEROTEC Boehringer Ingelheim », opgenomen onder artikel 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, lezen : « \* pr. aérosol 200 dos. 200 mcg/dos. » in plaats van « \* pr. aérosol 300 dos. 200 mcg/dos. » en « \*\* pr. aérosol 200 dos. 200 mcg/dos. » in plaats van « \*\* pr. aérosol 300 dos. 200 mcg/dos. ».

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL  
ET MINISTÈRE DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

F. 95 — 890

[Mac — 12228]

**30 MARS 1995.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 27 décembre 1994 portant exécution du Chapitre II du Titre IV de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses, notamment l'article 61;

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID  
EN MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 95 — 890

[Mac — 12228]

**30 MAART 1995.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 december 1994 tot uitvoering van Hoofdstuk II van Titel IV van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen, inzonderheid op artikel 61;

Vu l'arrêté royal du 27 décembre 1994 portant exécution du Chapitre II du Titre IV de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses:

Vu la loi du 25 avril 1963 relative à la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15:

Vu l'urgence;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que les employeurs qui peuvent engager des demandeurs d'emploi à partir du 1er janvier 1995 dans le cadre du plan d'embauche pour la promotion du recrutement des demandeurs d'emploi, doivent savoir sans délai quels employeurs et quels demandeurs d'emploi entrent en ligne de compte et quels sont la durée et le montant de l'exonération des cotisations patronales, de sorte que les objectifs en matière d'emploi puissent être réalisés de manière optimale.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et de Notre Ministre des Affaires sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** L'article 1er, § 1er, de l'arrêté royal du 27 décembre 1994 portant exécution du Chapitre II du Titre IV de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses, est remplacé par les dispositions suivantes:

"§ 1er. L'employeur visé au Chapitre II du Titre IV de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses, peut bénéficier de l'exonération des cotisations patronales de sécurité sociale, conformément à l'article 3 du présent arrêté pour le travailleur qui, au moment de l'engagement, appartient à l'une des catégories suivantes :

1° les demandeurs d'emploi qui remplissent simultanément les conditions suivantes:

a) être chômeur complet indemnisé au moment de l'engagement;

b) avoir été chômeur complet indemnisé sans interruption pendant les douze ou vingt-quatre mois précédant l'engagement, calculés de date à date;

2° les demandeurs d'emploi qui ont bénéficié sans interruption, pendant les douze ou vingt-quatre mois, calculés de date à date, précédant l'engagement, du minimum de moyens d'existence prévu par la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence. Une occupation en application de l'article 60, § 7, de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale est assimilée à une période pendant laquelle les demandeurs d'emploi ont bénéficié du minimum de moyens d'existence;

3° Les demandeurs d'emploi qui remplissent simultanément les conditions suivantes:

a) au cours des douze mois qui précèdent l'engagement, avoir terminé une formation et/ou un accompagnement d'au moins six mois dans une entreprise d'apprentissage professionnel agréée et subsidiée en vertu de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 septembre 1991 relatif à l'agrément et au subventionnement d'entreprises d'apprentissage professionnel;

b) ne pas avoir un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur;

c) au cours des douze derniers mois qui précèdent l'engagement, ne pas avoir travaillé plus de 150 heures comme salarié ou un trimestre comme indépendant. Les activités dans le cadre de la formation et/ou de l'accompagnement visés au point a) ne sont pas prises en considération;

4° Les demandeurs d'emploi qui remplissent simultanément les conditions suivantes:

a) au cours des douze mois qui précèdent l'engagement, avoir terminé un enseignement à temps partiel dans le cadre de l'obligation scolaire à temps partiel;

b) au cours des douze derniers mois qui précèdent l'engagement, ne pas avoir travaillé plus de 150 heures comme salarié ou un trimestre comme indépendant. Les activités dans le cadre de l'enseignement à temps partiel ne sont pas prises en considération;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 december 1994 tot uitvoering van Hoofdstuk II van Titel IV van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen:

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale verzorging, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de werkgevers, die vanaf 1 januari 1995 werkzoekenden kunnen aanwerven in het raam van het banenplan ter bevordering van de tewerkstelling van werkzoekenden, onverwijld dienen te weten welke werkgevers en werkzoekenden in aanmerking komen en welke de duur en de hoogte van de vrijstelling van werkgeversbijdragen is, zodat de tewerkstellingsprojecten maximaal kunnen gerealiseerd worden;

Op voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, van Onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 1, § 1 van het koninklijk besluit van 27 december 1994 tot uitvoering van Hoofdstuk II van Titel IV van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen wordt vervangen door de volgende bepalingen :

"§ 1. De werkgever, bedoeld in Hoofdstuk II van Titel IV van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen, kan vrijgesteld worden van de werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid overeenkomstig artikel 3 van dit besluit, ten aanzien van de werknemer die op het tijdstip van de indienstneming behoort tot één van de volgende categorieën :

1° de werkzoekenden die gelijktijdig de volgende voorwaarden vervullen :

a) op het ogenblik van de indienstneming uitkeringsgerechtigde volledig werkloze zijn;

b) gedurende de twaalf of vierentwintig maanden, gerekend van datum tot datum, zonder onderbreking vergoede volledig werkloze zijn;

2° de werkzoekenden die gedurende een ononderbroken periode van twaalf of vierentwintig maanden, gerekend van datum tot datum, die aan de indienstneming voorafgaan, het bestaansminimum genieten, voorzien door de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum. Een tewerkstelling in toepassing van artikel 60, § 7, van de wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn wordt gelijkgesteld met een periode gedurende dewelke de werkzoekenden het bestaansminimum hebben genoten;

3° De werkzoekenden die gelijktijdig de volgende voorwaarden vervullen :

a) in de loop van de twaalf maanden die de indienstneming voorafgaan een opleiding en/of een begeleiding van ten minste zes maanden hebben beëindigd in een onderneming voor het aanleren van een beroep, erkend en gesubsidieerd krachtens het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 september 1991 betreffende de erkenning en de subsidiering van ondernemingen voor het aanleren van een beroep;

b) geen diploma hebben van het hoger middelbaar onderwijs;

c) tijdens de laatste twaalf maanden die de indienstneming voorafgaan niet meer dan 150 uren hebben gewerkt als loontrekkende of één kwartaal als zelfstandige. De activiteiten in het kader van de opleiding en/of begeleiding zoals bedoeld in a) worden niet meegerekend;

4° De werkzoekenden die gelijktijdig de volgende voorwaarden vervullen :

a) in de loop van de twaalf maanden die de indienstneming voorafgaan, deeltijds onderwijs hebben beëindigd in het kader van de deeltijdse leerplicht;

b) tijdens de laatste twaalf maanden die de indienstneming voorafgaan, niet meer dan 150 uren hebben gewerkt als loontrekkende of één kwartaal als zelfstandige. De activiteiten in het kader van de deeltijdse leerplicht worden niet meegerekend.

La continuation d'une occupation qui a été commencée pendant la période de scolarité obligatoire à temps partiel après cette période est assimilée à un engagement.

5° Les demandeurs d'emploi qui remplissent simultanément les conditions suivantes :

a) au cours des douze mois qui précèdent l'engagement, avoir terminé un emploi d'au moins six mois dans le cadre de l'arrêté royal n° 495 du 31 décembre 1986 instaurant un système associant le travail et la formation pour les jeunes de 18 à 25 ans et portant diminution temporaire des cotisations patronales de sécurité sociale dans le chef de ces jeunes;

b) au cours des douze derniers mois qui précèdent l'engagement, ne pas avoir travaillé plus de 150 heures comme salarié ou un trimestre comme indépendant.

Les activités dans le cadre de l'arrêté royal n° 495 précité ne sont pas prises en considération.

La continuation d'une occupation qui a été commencée dans le cadre de l'arrêté royal n° 495 précité est assimilée à un engagement.

6° Les demandeurs d'emploi qui remplissent simultanément les conditions suivantes :

a) au cours des douze mois qui précèdent l'engagement, avoir terminé une formation ou une occupation d'au moins six mois dans les projets relatifs aux conventions de partenariat conclues et subsidiées en vertu de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juin 1991 autorisant l'Office régional bruxellois de l'Emploi à conclure des conventions de partenariat en vue d'accroître les chances de certains demandeurs d'emploi de trouver ou de retrouver du travail dans le cadre de dispositifs coordonnés d'insertion socio-professionnelle;

b) ne pas avoir un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur;

c) au cours des douze derniers mois qui précèdent l'engagement, ne pas avoir travaillé plus de 150 heures comme salarié ou un trimestre comme indépendant. Les activités dans le cadre de la formation et/ou d'une occupation visée au point a) ne sont pas prises en considération.

7° Les demandeurs d'emploi qui remplissent simultanément les conditions suivantes :

a) au moment de l'engagement être inscrits comme handicapé au Fonds Communautaire pour l'Intégration Sociale et Professionnelle des Handicapés ou le "Vlaams Fonds voor de Sociale Integratie van Personen met een Handicap";

b) au cours des six derniers mois qui précèdent l'engagement, ne pas avoir travaillé plus de 150 heures comme salarié ou un trimestre comme indépendant;

8° Les demandeurs d'emploi qui remplissent simultanément les conditions suivantes :

a) au cours des douze mois qui précèdent l'engagement, avoir terminé une occupation d'au moins six mois dans une entreprise d'insertion;

On entend par entreprises d'insertion les entreprises et associations possédant la personnalité juridique, reconnues et subsidiées comme telles par l'autorité régionale ou communautaire, qui ont pour objet social l'insertion sociale et professionnelle de demandeurs d'emploi particulièrement difficiles à placer, par le biais d'une activité productrice de biens ou de services.

Par demandeurs d'emploi particulièrement difficiles à placer, il faut entendre les demandeurs d'emploi qui, au moment de leur engagement, étaient inscrits depuis au moins douze mois comme demandeurs d'emploi auprès d'un office régional de l'emploi, qui n'ont pas obtenu un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur et qui, au cours des douze derniers mois, n'ont pas bénéficié d'un enseignement de plein exercice ni travaillé plus de 150 heures comme salarié ou un trimestre comme indépendant.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail reconnaît les entreprises d'insertion dans le cadre de cet arrêté.

b) ne pas avoir un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur;

c) au cours des douze derniers mois qui précèdent l'engagement, ne pas avoir bénéficié d'un enseignement de plein exercice, et ne pas avoir travaillé plus de 150 heures comme salarié ou un trimestre comme

Het verderzetten na het beëindigen van de deeltijdse leerplicht van een tewerkstelling die werd aangevat gedurende de deeltijdse leerplicht wordt gelijkgesteld met een indienstneming

5° De werkzoekenden die gelijktijdig de volgende voorwaarden vervullen :

a) in de loop van de twaalf maanden die de indienstneming voorafgaan een tewerkstelling van minstens zes maanden beëindigd hebben in het raam van het koninklijk besluit nr. 495 van 31 december 1986 tot invoering van een stelsel van alternerende tewerkstelling en opleiding voor de jongeren tussen 18 en 25 jaar en tot tijdelijke vermindering van de sociale zekerheidsbijdragen van de werkgever verschuldigd voor deze jongeren;

b) tijdens de laatste twaalf maanden die de indienstneming voorafgaan niet meer dan 150 uren hebben gewerkt als loontrekkende of één kwartaal als zelfstandige

De activiteiten in het kader van het voornoemde koninklijk besluit nr. 495 worden niet meegerekend

Het verderzetten van een tewerkstelling die werd aangevat in het kader van het voornoemd besluit nr. 495 wordt gelijkgesteld met een indienstneming.

6° De werkzoekenden die gelijktijdig de volgende voorwaarden vervullen :

a) in de loop van de twaalf maanden die de indienstneming voorafgaan een opleiding of een tewerkstelling hebben beëindigd van minstens zes maanden in de projecten betreffende de partnershipovereenkomsten gesloten en gesubsidieerd krachtens het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 27 juni 1991 houdende machtiging voor de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling tot het sluiten van partnershipovereenkomsten ten einde de kansen van bepaalde werkzoekenden om werk te vinden of terug werk te vinden, te vergroten in het kader van gecoördineerde beschikkingen voor socio-professionele inschakeling;

b) geen diploma hebben van het hoger middelbaar onderwijs;

c) tijdens de laatste twaalf maanden die de indienstneming voorafgaan niet meer dan 150 uren hebben gewerkt als loontrekkende of één kwartaal als zelfstandige. De activiteiten in het kader van de opleiding en/of tewerkstelling zoals bedoeld in a) worden niet meegerekend.

7° De werkzoekenden die gelijktijdig de volgende voorwaarden vervullen :

a) op het ogenblik van de indienstneming ingeschreven zijn als mandataria bij het Vlaams Fonds voor de Sociale Integratie van Personen met een Handicap of de Fonds Communautaire pour l'Intégration Sociale et Professionnelle des Handicapés;

b) tijdens de laatste zes maanden die de indienstneming voorafgaan niet meer dan 150 uren hebben gewerkt als loontrekkende of één kwartaal als zelfstandige;

8° De werkzoekenden die gelijktijdig de volgende voorwaarden vervullen :

a) in de loop van de twaalf maanden die de indienstneming voorafgaan een tewerkstelling van minstens zes maanden hebben beëindigd in een inschakelingsbedrijf.

Onder inschakelingsbedrijven worden verstaan de ondernemingen en verenigingen met een rechtspersoonlijkheid als dusdanig erkend en gesubsidieerd door de overheid van het Gewest of de Gemeenschap en die als sociaal doel de socio-professionele inschakeling van bijzonder moeilijk te plaatsen werklozen hebben via een activiteit van productie van goederen of diensten

Onder bijzonder moeilijk te plaatsen werkzoekenden worden verstaan de werkzoekenden die op het ogenblik van hun indienstneming minstens twaalf maanden ingeschreven zijn als werkzoekende bij een gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling, die geen diploma van hoger secundair onderwijs hebben behaald en die gedurende de laatste twaalf maanden geen onderwijs met volledig leerplan genoten hebben, noch meer dan 150 uren hebben gewerkt als werknemer of één kwartaal als zelfstandige

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid erkent de inschakelingsbedrijven in het kader van dit besluit.

b) geen diploma hebben van hoger middelbaar onderwijs;

c) tijdens de laatste twaalf maanden die de indienstneming voorafgaan geen onderwijs genoten hebben met volledig leerplan en niet meer dan 150 uren gewerkt hebben als werknemer of één kwartaal als zelfstandige

indépendant. L'occupation dans le cadre d'une entreprise d'insertion visée au point *a)* n'est pas prise en considération.

9° Les demandeurs d'emploi qui remplissent simultanément les conditions suivantes :

*a)* ne pas encore avoir atteint l'âge de 30 ans lors de l'engagement.

*b)* ne pas avoir droit aux allocations d'attente parce qu'il n'a pas terminé les études requises à l'article 36 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage;

*c)* au cours des douze mois qui précèdent l'engagement, calculés de date à date, à l'exception des périodes visées sous *d)*, avoir été inscrit en tant que demandeur d'emploi auprès du service régional de placement;

*d)* au cours des douze derniers mois qui précèdent l'engagement ne pas avoir travaillé plus de 150 heures comme salarié ou un trimestre comme indépendant.

10° Les demandeurs d'emploi qui remplissent simultanément les conditions suivantes :

*a)* au cours des trois ans qui précèdent l'engagement, être devenu chômeur dans un emploi en tant que salarié d'une durée ininterrompue de douze mois au moins et soumis à un régime de travail qui compte moins de 18 heures par semaine mais correspond au moins à un tiers d'un régime de travail à temps plein;

*b)* au cours des douze mois qui précèdent l'engagement, calculés de date à date, à l'exception des périodes visées sous *c)*, avoir été inscrit en tant que demandeur d'emploi auprès du service régional de placement;

*c)* au cours des douze derniers mois qui précèdent l'engagement, ne pas avoir travaillé plus de 150 heures comme salarié ou un trimestre comme indépendant.

11° Les demandeurs d'emploi qui remplissent simultanément les conditions suivantes :

*a)* au cours des trois ans qui précèdent l'engagement, avoir été déclaré en faillite en tant que commerçant ou être devenu chômeur suite à la faillite de la société qu'il dirigeait;

*b)* au cours des douze mois qui précèdent l'engagement, à compter de date à date, à l'exception des périodes visées sous *c)*, avoir été inscrit en tant que demandeur d'emploi auprès du service régional de placement;

*c)* au cours des douze derniers mois qui précèdent l'engagement, ne pas avoir travaillé plus de 150 heures en tant que travailleur ou un trimestre en tant qu'indépendant.

Pour l'application du premier alinéa, le demandeur d'emploi qui remplit les conditions mentionnées au moment de la délivrance de la carte d'embauche visée à l'article 1er de l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant exécution du Chapitre II du Titre IV de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses, est assimilé au demandeur d'emploi qui remplit ces conditions au moment de l'engagement."

**Art. 2.** L'article 1er, § 3, 7° du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"7° les périodes d'occupation en tant qu'intérimaire, en cas d'engagement ultérieur par n'importe quel utilisateur. Cette disposition ne s'applique que pour les périodes d'occupation en tant qu'intérimaire pour lesquels les avantages du présent arrêté ont été accordés."

**Art. 3.** A l'article 2 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

*a)* 3° *d)* est remplacé par la disposition suivante :

*d)* les organismes d'intérêt public, les institutions publiques qui tombent sous l'autorité des institutions précitées sous *a)*, *b)* et *c)*, à l'exception des institutions publiques de crédit, les entreprises publiques autonomes, les sociétés publiques de transport de personnes, ainsi que des institutions publiques pour le personnel qu'elles engagent en tant qu'intérimaires pour les mettre à la disposition d'utilisateurs en vue de l'exécution d'un travail temporaire, conformément à la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à disposition d'utilisateurs."

De tewerkstelling in het kader van een inschakelingsbedrijf zoals bedoeld in *a)* wordt niet meegerekend.

9° De werkzoekenden die gelijktijdig de volgende voorwaarden vervullen :

*a)* op het ogenblik van de indienstneming de leeftijd van 30 jaar nog niet bereikt hebben;

*b)* niet gerechtigd zijn op wachtuitkeringen omdat hij de in artikel 36 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering vereiste studies niet heeft beëindigd;

*c)* gedurende de twaalf maanden, gerekend van datum tot datum, die de indienstneming voorafgaan, met uitzondering van de periodes bedoeld in *d)*, ingeschreven geweest zijn als werkzoekende bij de gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling;

*d)* tijdens de laatste twaalf maanden die de indienstneming voorafgaan niet meer dan 150 uren gewerkt hebben als loontrekkende of één kwartaal als zelfstandige;

10° De werkzoekenden die gelijktijdig de volgende voorwaarden vervullen :

*a)* in de loop van de drie jaar die de indienstneming voorafgaan, werkloos geworden zijn in een tewerkstelling als loontrekkende met een ononderbroken duurtijd van minstens twaalf maanden en een arbeidsregeling die minder dan 18 uren per week bedraagt doch minstens één derde bedraagt van een voltijdse arbeidsregeling;

*b)* gedurende de twaalf maanden, gerekend van datum tot datum, die de indienstneming voorafgaan, met uitzondering van de periodes bedoeld in *c)*, ingeschreven geweest zijn als werkzoekende bij de gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling;

*c)* tijdens de laatste twaalf maanden die de indienstneming voorafgaan, niet meer dan 150 uren gewerkt hebben als werknemer of één kwartaal als zelfstandige;

11° De werkzoekenden die gelijktijdig de volgende voorwaarden vervullen :

*a)* in de loop van de drie jaar die de indienstneming voorafgaan, als koopman failliet verklaard zijn of ingevolge faillissement van de vennootschap die hij bestuurde werkloos geworden zijn;

*b)* gedurende de twaalf maanden, gerekend van datum tot datum, die de indienstneming voorafgaan, met uitzondering van de periodes bedoeld in *c)*, ingeschreven geweest zijn als werkzoekende bij de gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling;

*c)* tijdens de laatste twaalf maanden die de indienstneming voorafgaan, niet meer dan 150 uren gewerkt hebben als werknemer of één kwartaal als zelfstandige;

Voor de toepassing van het eerste lid wordt de werkzoekende die aan de vermelde voorwaarden voldoet op het tijdstip van de aflevering van de banenkaart bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 23 december 1994 tot uitvoering van Hoofdstuk II van Titel IV van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen, gelijkgesteld met de werkzoekende die deze voorwaarden vervult op het tijdstip van de indienstneming."

**Art. 2.** Artikel 1, § 3, 7° van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

"7° de periodes van tewerkstelling als uitzendkracht, in geval van latere indienstneming door om het even welke gebruiker. Deze bepaling geldt slechts voor de periodes van tewerkstelling als uitzendkracht waarvoor de voordelen van dit besluit werden toegekend."

**Art. 3.** In artikel 2 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

*a)* 3° *d)* wordt vervangen door de volgende bepaling :

*d)* de instellingen van openbaar nut en de openbare instellingen die onder het toezicht vallen van de onder *a)*, *b)* en *c)* voornoemde instellingen, met uitzondering van de openbare kredietinstellingen, de autonome overheidsbedrijven, de openbare maatschappij voor personenvervoer, evenals de openbare instellingen voor het personeel dat zij als uitzendkrachten aanwerven om het ter beschikking te stellen van gebruikers met het oog op het uitvoeren van een tijdelijke arbeid, overeenkomstig de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers."

b) un 4<sup>o</sup>, rédigé comme suit, est inséré :

"4<sup>o</sup> les travailleurs, dont il a été constaté après une plainte, que l'engagement a été fait en remplacement et dans une même fonction d'un travailleur licencié, avec comme but principal d'obtenir les avantages du présent arrêté. La surveillance est effectuée par les inspections mentionnées ci-après dont les compétences sont fixées par la loi du 16 novembre 1972 sur l'inspection du travail :

1. les inspecteurs et inspecteurs-adjoints de l'Administration de la réglementation et des relations du travail du Ministère de l'Emploi et du Travail;

2. les inspecteurs et inspecteurs-adjoints de l'Inspection sociale du Ministère de la Prévoyance sociale;

3. les inspecteurs et inspecteurs-adjoints de l'Office national de sécurité sociale;

4. les contrôleurs en chef, les contrôleurs et les contrôleurs-adjoints de l'Office national de l'Emploi, ainsi que les inspecteurs principaux-chefs de service, les inspecteurs principaux, les inspecteurs, les inspecteurs-adjoints principaux, les inspecteurs-adjoints de 2<sup>e</sup> classe et les inspecteurs-adjoints de 1<sup>ère</sup> classe de l'Inspection générale de l'Office national de l'Emploi.

Le Comité de gestion de l'Office national de Sécurité sociale décide sur base du rapport de ces inspections."

**Art. 4.** A l'article 3 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

a) l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, est remplacé par la disposition suivante :

"1<sup>o</sup> pour le demandeur d'emploi qui remplit, au cours des douze mois précédant l'engagement, les conditions en matière de durée de chômage indemnisé ou de bénéfice du minimum de moyens d'existence, ainsi que pour les demandeurs d'emploi, visés à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> jusqu'au 11<sup>o</sup> y compris :

— 75 % à partir de l'engagement jusqu'à la fin du quatrième trimestre suivant celui au cours duquel l'engagement a eu lieu;

— 50 % au cours du cinquième au huitième trimestre y compris suivant celui au cours duquel l'engagement a eu lieu."

b) l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, est remplacé par la disposition suivante :

"2<sup>o</sup> lorsque le demandeur d'emploi remplit, au cours des vingt quatre mois précédant l'engagement, les conditions en matière de durée de chômage indemnisé ou de bénéfice du minimum de moyens d'existence :

— 100 % à partir de l'engagement jusqu'à la fin du quatrième trimestre suivant celui au cours duquel l'engagement a eu lieu;

— 75 % au cours du cinquième au huitième trimestre y compris suivant celui au cours duquel l'engagement a eu lieu."

c) l'alinéa deux est remplacé par la disposition suivante :

"Lorsque l'employeur engage un demandeur d'emploi qu'il a occupé auparavant en tant qu'utilisateur via un bureau d'intérim, le pourcentage de l'exonération est égal au pourcentage valable pour l'occupation comme intérimaire la plus récente pour laquelle les avantages du présent arrêté ont été accordés et la date de début de la période de l'exonération est la date qui était valable pour l'occupation comme intérimaire précitée."

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception des dispositions de l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup> jusqu'au 11<sup>o</sup> y compris de l'arrêté royal du 27 décembre 1994 susmentionné, tel que modifié par l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté et les dispositions de l'article 2, l'article 3, a) et l'article 4, a) et c), qui produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> janvier 1995.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les exonérations des cotisations patronales de sécurité sociale, visées à l'article 3 de l'arrêté royal du 27 décembre 1994 portant exécution du Chapitre II du Titre IV de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses sont quand même accordées pour les engagements effectués à partir de la date de publication du présent arrêté sur base d'une carte d'embauche valable, visée à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant exécution du Chapitre II du Titre IV de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses, délivrée avant la date de publication du présent arrêté.

b) een 4<sup>o</sup> wordt toegevoegd, luidend als volgt :

"4<sup>o</sup> de werknemers waarvan na klacht vastgesteld wordt, dat de aanwerving gebeurde ter vervanging en in eenzelfde functie van een werknemer ontslagen met als hoofdzakelijk doel de voordelen van dit koninklijk besluit te bekomen. Het toezicht gebeurt door de hierna vermelde Inspecties waarvan de bevoegdheden zijn bepaald bij de wet van 16 november 1972 betreffende de Arbeidsinspectie :

1. de inspecteurs en adjunct-inspecteurs van de Administratie van de Arbeidsbetrekkingen en -reglementering van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid;

2. de inspecteurs en adjunct-inspecteurs van de Sociale Inspectie van het Ministerie van Sociale Voorzorg;

3. de inspecteurs en adjunct-inspecteurs van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid;

4. de hoofdcontroleurs, de controleurs en de adjunct-controleurs van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening alsmede de eerste-aanwezend inspecteurs-hoofd van dienst, de eerst-aanwezend inspecteurs, de inspecteurs, de eerste-aanwezend adjunct-inspecteurs, de adjunct-inspecteurs 2<sup>e</sup> klasse en de adjunct-inspecteurs 1<sup>ste</sup> klasse van de Algemene Inspectie van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening.

Het Beheerscomité van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid beslist op basis van het rapport van deze Inspecties."

**Art. 4.** In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het eerste lid 1<sup>o</sup>, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"1<sup>o</sup> voor de werkzoekende die gedurende de twaalf maanden, die aan de indienstneming voorafgaan, aan de voorwaarden inzake de vergoede werkloosheidsduur of het genot van het bestaansminimum voldoet, evenals voor de werkzoekenden, bedoeld in artikel 1<sup>o</sup>, § 1, 3<sup>o</sup> tot en met 11<sup>o</sup> :

— 75 % vanaf de indienstneming tot het einde van het vierde kwartaal volgend op dat waarin de indienstneming heeft plaatsgehad.

— 50 % gedurende het vijfde tot en met het achtste kwartaal volgend op dat waarin de indienstneming heeft plaatsgehad."

b) het eerste lid 2<sup>o</sup>, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"2<sup>o</sup> wanneer de werkzoekende gedurende vierentwintig maanden, die aan de indienstneming voorafgaan, aan de voorwaarden inzake de vergoede werkloosheidsduur of het genot van het bestaansminimum voldoet :

— 100 % vanaf de indienstneming tot het einde van het vierde kwartaal volgend op dat waarin de indienstneming heeft plaatsgehad.

— 75 % gedurende het vijfde tot en met het achtste kwartaal volgend op dat waarin de indienstneming heeft plaatsgehad."

c) het tweede lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Wanneer een werkgever een werkzoekende in dienst neemt die hij als gebruiker via een uitzendbureau tewerkgesteld heeft, is het percentage van de vrijstelling evenwel gelijk aan het percentage geldend voor de recentste tewerkstelling als uitzendkracht waarvoor de voordelen van dit besluit werden toegekend en is de aanvangsdatum van de periode van vrijstelling, deze die gold voor de voormelde tewerkstelling als uitzendkracht."

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt met uitzondering van de bepalingen van artikel 1, § 1, 2<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup> tot en met 11<sup>o</sup> van het voormelde koninklijk besluit van 27 december 1994, zoals gewijzigd door het artikel 1 van dit besluit en van de bepalingen van artikel 2, artikel 3, a) en artikel 4, a) en c), die uitwerking hebben met ingang van 1 januari 1995.

In afwijking van het vorig lid worden de vrijstellingen van de werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid bedoeld in artikel 3 van het koninklijk besluit van 27 december 1994 tot uitvoering van Hoofdstuk II van Titel IV van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen toch toegekend voor de aanwervingen gerealiseerd vanaf de dag van publicatie van dit besluit op basis van een geldige banenkaart afgeleverd voor de publicatie van dit besluit, bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 23 december 1994 tot uitvoering van Hoofdstuk II van Titel IV van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen.

**Art. 6.** Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et Notre Ministre des Affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 mars 1995.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,

Mme M. SMET

La Ministre des Affaires sociales,

Mme M. DE GALAN

F. 95 — 891

[Mac — 12227]

**30 MARS 1995. — Arrêté royal portant exécution du Chapitre II du Titre IV de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales aux entreprises d'insertion**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales, notamment l'article 61;

Vu la loi du 25 avril 1963 relative à la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'urgence;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que les employeurs des entreprises d'insertion, doivent savoir sans délai quels employeurs et quels demandeurs d'emploi entrent en ligne de compte et quels sont la durée et le montant de l'exonération des cotisations patronales, de sorte que les objectifs en matière d'emploi puissent être réalisés de manière optimale;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et de Notre Ministre des Affaires sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil.

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par entreprises d'insertion des entreprises et associations possédant la personnalité juridique, reconnues et subsidiées comme telles par l'autorité régionale ou communautaire, qui ont pour objet social l'insertion sociale et professionnelle de demandeurs d'emploi particulièrement difficiles à placer, par le biais d'une activité productrice de biens ou de services.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail reconnaît les entreprises d'insertion dans le cadre du présent arrêté.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté sont considérés comme demandeurs d'emploi particulièrement difficiles à placer, les demandeurs d'emploi qui, au moment de leur engagement dans l'entreprise d'insertion, étaient inscrits depuis au moins douze mois comme demandeurs d'emploi auprès d'un office régional de l'emploi, qui n'ont pas obtenu un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur et qui, au cours des douze derniers mois, n'ont pas bénéficié d'un enseignement de plein exercice ni travaillé plus de 150 heures comme salarié ou 1 trimestre comme indépendant.

**Art. 3.** En exécution de l'article 61, § 1er, deuxième alinéa, de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales, l'exonération des cotisations patronales dont bénéficie l'employeur visé à l'article 1er qui engage un travailleur visé à l'article 2, est fixée à :

— 100 % à partir de l'engagement jusqu'à la fin du quatrième trimestre suivant celui au cours duquel l'engagement a eu lieu;

— 75 % au cours du cinquième au huitième trimestre y compris suivant celui au cours duquel l'engagement a eu lieu;

**Art. 6.** Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 maart 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Mevr. M. SMET

De Minister van Sociale Zaken,

Mevr. M. DE GALAN

N. 95 — 891

[Mac — 12227]

**30 MAART 1995. — Koninklijk besluit tot uitvoering Hoofdstuk II van Titel IV van de wet van 21 december 1994 houdende sociale bepalingen op de inschakelingsbedrijven**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 december 1994 houdende sociale bepalingen, inzonderheid op artikel 61;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale verzorging, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de werkgevers van de inschakelingsbedrijven onverwijld dienen te weten welke werkgevers en werkzoekenden in aanmerking komen en welke de duur en het bedrag van de vrijstelling van werkgeversbijdragen is, zodat de tewerkstellingsobjectieven maximaal kunnen gerealiseerd worden;

Op voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en van Onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit worden onder inschakelingsbedrijven verstaan de ondernemingen en verenigingen met een rechtspersoonlijkheid, als dusdanig erkend en gesubsidieerd door de overheid van het Gewest of de Gemeenschap, en die, als sociaal doel de socio-professionele inschakeling van bijzonder moeilijk te plaatsen werklozen hebben via een activiteit van productie van goederen of diensten.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid erkent de inschakelingsbedrijven in het kader van dit besluit.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit worden onder bijzonder moeilijk te plaatsen werkzoekenden verstaan, de werkzoekenden die op het ogenblik van hun indienstneming in het inschakelingsbedrijf minstens twaalf maanden ingeschreven zijn als werkzoekende bij een gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling, die geen diploma van hoger secundair onderwijs hebben behaald en die gedurende de laatste twaalf maanden geen onderwijs met volledig leerplan genoten hebben, noch meer dan 150 uren hebben gewerkt als werknemer of 1 kwartaal als zelfstandige.

**Art. 3.** In uitvoering van artikel 61, § 1, tweede lid, van de wet van 21 december 1994 houdende sociale bepalingen wordt de vrijstelling van de werkgeversbijdragen, ten voordele van de werkgever bedoeld in artikel 1 die een werknemer, bedoeld in artikel 2, in dienst neemt, vastgesteld op :

— 100 % vanaf de indienstneming tot het einde van het vierde kwartaal volgend op dat waarin de indienstneming heeft plaatsgehad;

— 75 % gedurende het vijfde tot en met het achtste kwartaal volgend op dat waarin de indienstneming heeft plaatsgehad;